

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JANVIER 2020

Délibération n° 2020-016- DC

Date d'affichage :

Le 5 février 2020

Effectif statutaire : 93
Membres en exercice : 93
Quorum : 47
Présents : 52
Excusé(s) : 20
Dont représenté(s) : 16
Absent(s) : 21

Nombre de votants : 68

Secrétaires de séance :

*Madame Jacqueline TARDIVEL,
Conseillère communautaire de la
Commune de Vernantes et
Monsieur Grégory PIERRE,
Conseiller communautaire de la
Commune de Villebernier*

Le trente janvier deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le vingt trois janvier deux mille vingt.

Présents : (52)

Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Lionel FLEUTRY, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON, Patrick ALOPE, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Françoise AUVINET, Gilles BARDIN, Noël BAUDOUIN, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Bernard BOUTIN, Claudia CHARTIER, Bruno CHEPTOU, Patrick CONDEMIN, Françoise DAMAS, Diane de LUZE, Pierre-Yves DELAMARE, Marie-Luce DURAND, Didier GUILLAUME, Alain JOBARD, Sylviane LE COQ, Eric LEFIEVRE, Danielle LEGUAY, Jack LOYEAU, Patrice MOUCHARD, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, André NIORT, Alain PASSEDROIT, Nicole PEHU, Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME, Dominique SIBILEAU, Françoise SILVESTRE DE SACY, Jean-Marcel SUPIOT, Gilles TALLU, Jacqueline TARDIVEL, Eric TOURON.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Gérard PERSIN par Serge BRANCHEREAU

Excusés : (20)

Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Danièle ADAM, Michel APCHIN, Laurence DELAUNAY, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Alain LEFORT, Astrid LELIEVRE, Frédéric MORTIER, Patrice PEGE, Isabelle TAILLECOURS, Gabriel TAILLEE

Dont excusés ayant donné pouvoir : (16)

Michel PATTEE à Anatole MICHEAUD, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Jean-Yves FULNEAU, Marc BONNIN à Lionel FLEUTRY, Patrice VERITE à Alain BOISSONNOT, Michel APCHIN à Jean-Pierre ANTOINE, Laurence DELAUNAY à Danielle LEGUAY, Béatrice GUILLON à Jack LOYEAU, Benoît LAMY à Alain PASSEDROIT, Géraldine LE COZ à Jackie GOULET, Alain LEFORT à Claudia CHARTIER, Astrid LELIEVRE à Jean-Michel MARCHAND, Frédéric MORTIER à Nicole PEHU, Patrice PEGE à Sylviane LE COQ, Isabelle TAILLECOURS à Eric TOURON, Gabriel TAILLEE à Patrice MOUCHARD.

Absents : (21)

Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Fabrice ANGER, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Fabrice DUFOUR, Gilles GOUZIL, Renaud HOUTIN, Marie-France LE NEILLON, Lydia L'HERROUX, Eric MIGNOT, Nathalie MORON, Laurent NIVELLE, Nicolas OGHEREAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Caroline RABAULT, Didier ROUSSEAU, Marie SEYEUX, Michel SIRE, Florian STEPHAN, Sylvie TAUGOURDEAU

EMPLOIS SAISONNIERS 2020 - DÉTERMINATION DU NOMBRE DES POSTES ET DES CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84.53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifié par la loi du 12 mars 2012,

Vu l'avis favorable émis par le Comité Technique le 24 janvier 2020,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire doit procéder aux recrutements d'agents saisonniers pour faire face aux différents besoins liés à la période estivale au sein des piscines communautaires,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- DE CRÉER les postes saisonniers nécessaires au fonctionnement des piscines et de fixer les éléments de rémunération de ces agents durant la saison 2020 tels que ci-dessous détaillés :

DIRECTION DES POLITIQUES SPORTIVES (BUDGET PRINCIPAL)

								Niveau de rémunération
	DOUE EN ANJOU	BRAIN SUR ALLONNES (04/07 au 30/08)	MONTREUIL BELLAY (04/07 au 30/08)	SAUMUR VAL DE THOUET (04/07 au 30/08)	LES ROSIERS (04/07 au 30/08)	GENNES (au 30/08)	LONGUE JUMELLES (02/06 au 30/08)	
Educateur des Activités Physiques et Sportives	Néant	2 postes en juillet / 2 postes en août	2 postes en juillet/ 2 postes en août	Néant	2 postes en juillet / 2 postes en août	2 postes en juin / 2 postes en juillet / 2 postes en août	2 postes en juin/ 3,5 postes en juillet/ 3,5 postes en août	7ème échelon + 200 € d'IFSE + 210 € indemnité différentielle* + congés payés
Opérateur des Activités Physiques et Sportives	2 postes en juillet / 2 postes en août	Néant	Néant	2 postes en juillet / 2 postes en août	Néant	Néant	Néant	1er échelon + 95 € d'IFSE + congés payés
Adjoint technique chargé de la maintenance des équipements	Néant	1 poste en juin / 1 poste en juillet / 1 poste en août	1 poste en juin / 1 poste en juillet / 1 poste en août	1 poste en juillet / 1 poste en août	1 poste en juin / 1 poste en juillet / 1 poste en août	1 poste en mai / 1 poste en juin / 1 poste en juillet / 1 poste en août	1 poste en mai / 1 poste en juin / 1 poste en juillet / 1 poste en août	1er échelon + congés payés
Adjoint technique chargé des activités caisse-accueil-ménage	1 poste en juillet / 1 poste en août	2 postes en juillet / 2 postes en août	2 postes en juillet / 2 postes en août	1 poste en juillet / 1 poste en août + 0,5 sur les 2 mois sur relevé horaire	2 postes en juillet / 2 postes en août	1 poste en juin / 1 poste en juillet / 2 postes en août	2 postes en juin / 2 postes en juillet / 2 postes en août	1er échelon + congés payés

* L'indemnité différentielle sera de **280,29 €** pour les chefs de bassin.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 1ère trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	4 – Fonction publique	4.2 - Personnel contractuel	4.2.4 - autres actes
-------------------	-----------------------	-----------------------------	----------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »